



COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 22.2.2024
C(2024) 897 final

RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 22.2.2024

complétant le règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil par des précisions concernant les frais facturés par l'Autorité bancaire européenne aux émetteurs de jetons se référant à un ou des actifs d'importance significative et aux émetteurs de jetons de monnaie électronique d'importance significative

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. CONTEXTE DE L'ACTE DÉLÉGUÉ

Le règlement (UE) 2023/1114 du 31 mai 2023 concernant les marchés de crypto-actifs et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 1095/2010 et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/1937 (ci-après le «règlement MiCA») a été publié au *Journal officiel de l'Union européenne* le 9 juin 2023 et il est entré en vigueur le 29 juin 2023. Le règlement MiCA commencera à s'appliquer le 30 juin 2024 pour ce qui est de ses titres III et IV, concernant respectivement les émetteurs de jetons se référant à un ou des actifs (ART pour «*asset-referenced tokens*») et les émetteurs de jetons de monnaie électronique (EMT pour «*e-money tokens*»), et il s'appliquera intégralement à partir du 30 décembre 2024.

Le règlement MiCA régit les émetteurs de crypto-actifs qui ne relèvent pas déjà d'autres actes relatifs aux services financiers, ainsi que les prestataires de services liés à ces crypto-actifs (prestataires de services sur crypto-actifs). Son objectif est de promouvoir une innovation sûre et durable, tout en parant aux risques que cette nouvelle catégorie d'actifs entraîne pour les consommateurs, l'intégrité du marché et la stabilité financière, mais aussi pour la transmission de la politique monétaire et la souveraineté monétaire.

L'article 137, paragraphe 1, du règlement MiCA prévoit que l'Autorité bancaire européenne (ABE) facture des frais aux émetteurs d'ART d'importance significative et d'EMT d'importance significative. Ces frais doivent couvrir les dépenses supportées par l'ABE dans le cadre des tâches de surveillance des émetteurs d'ART d'importance significative et d'EMT d'importance significative dont elle est chargée conformément aux articles 117 et 119 du règlement MiCA, ainsi que le remboursement des coûts susceptibles d'être supportés par les autorités compétentes dans le cadre du travail qu'elles effectuent au titre du règlement MiCA, en particulier du fait d'une délégation de tâches par l'ABE conformément à l'article 138 du règlement MiCA.

En outre, l'article 62 du règlement (UE) n° 1093/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), modifiant la décision n° 716/2009/CE et abrogeant la décision 2009/78/CE de la Commission¹ dispose que les recettes de l'ABE proviennent des redevances qui lui sont versées dans les cas prévus par la législation de l'Union, ainsi que de contributions des autorités publiques nationales et d'une subvention de l'Union.

L'article 137, paragraphe 3, du règlement MiCA habilite la Commission à adopter un acte délégué visant à préciser les types de frais que peut facturer l'ABE, les éléments donnant lieu à leur perception, leur montant et leurs modalités de paiement, ainsi que la méthode de calcul du montant maximal facturable par entité.

Le présent acte délégué doit être adopté sur le fondement de l'article 137, paragraphe 3, du règlement MiCA et de l'article 290 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

2. CONSULTATION AVANT L'ADOPTION DE L'ACTE

Aspects procéduraux

Le 21 décembre 2022, les services de la Commission ont adressé à l'ABE une demande d'avis technique en vue de l'adoption, au titre du règlement MiCA, d'actes délégués concernant certains critères de classement des ART et des EMT comme étant d'importance significative

¹ JO L 331 du 15.12.2010, p. 12.

et les frais à facturer par l'ABE aux émetteurs d'ART et d'EMT d'importance significative. Le 29 septembre 2023, l'ABE a adressé à la Commission son avis technique, sur lequel s'appuie le présent acte délégué.

L'ABE a organisé deux ateliers publics sur son projet d'avis technique, au cours desquels son personnel a partagé les propositions préliminaires, puis plus élaborées de l'autorité (respectivement le 17 mai 2023 et le 24 juillet 2023). Ces ateliers ont attiré un public assez nombreux: représentants d'établissements financiers, d'émetteurs de crypto-actifs, d'associations professionnelles, du monde académique, de prestataires de services sur crypto-actifs et d'autres catégories de parties prenantes. Outre les observations qu'ils ont formulées au cours des ateliers, les participants ont été invités à donner un retour d'information écrit. Concernant les frais à facturer par l'ABE, une seule contribution a été reçue (en faveur d'une répartition des frais entre différents types d'émetteurs et d'un nouvel affinement fondé sur la nature des actifs de réserve compte tenu des différences de risques encourus). L'avis de l'ABE a également bénéficié des contributions de la Banque centrale européenne (BCE), du Conseil de stabilité financière (CSF), du Comité européen du risque systémique (CERS) et de l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF). Le groupe des parties intéressées au secteur bancaire de l'ABE a également été invité à donner un retour d'information écrit. L'ABE a aussi tenu compte de l'expérience que les autorités nationales compétentes et les autres autorités européennes de surveillance (AES) ont acquise dans la fixation des frais de surveillance à facturer aux établissements financiers, ainsi que de la réponse conjointe des AES à la demande d'avis de la Commission européenne concernant le règlement (UE) 2022/2554 sur la résilience opérationnelle numérique (DORA), en particulier en ce qui concerne l'évaluation du caractère critique des prestataires tiers de services TIC, et les redevances de supervision².

Le 29 septembre 2023, la Commission a consulté le groupe d'experts sur la banque, les paiements et l'assurance (EGBPI) sur le contenu provisoire du présent acte délégué. L'EGBPI se compose de représentants des États membres. Conformément aux lignes directrices pour une meilleure réglementation, le projet d'acte délégué a été publié sur le portail «Donnez votre avis» pour une période de consultation publique de quatre semaines, entre le 8 novembre et le 6 décembre 2023. Une réponse concernant le présent acte délégué a été reçue. Cette réponse peut être consultée sur le site web de la Commission. En outre, l'ABE a fourni d'autres informations d'ordre technique.

Position des parties prenantes

Dans le cadre des consultations mentionnées ci-dessus et de contributions ad hoc, la Commission a reçu des avis très diversifiés sur le contenu du projet d'acte délégué. Ces avis exprimaient principalement la nécessité de clarifier certains éléments de la détermination du montant des frais de surveillance à facturer (par exemple, si l'on se fonde ou non sur une estimation prospective des coûts de surveillance, les données à prendre en considération pour cette estimation, les modalités de la coopération entre les autorités compétentes et l'ABE et la manière dont sont attribuées les compensations pour les tâches de surveillance effectuées).

Dans le cadre de la consultation «Donnez votre avis», une organisation professionnelle a déclaré être d'avis que les frais devraient être plafonnés, leur montant fixé, et que l'autorité de réglementation devrait pouvoir envisager l'octroi d'une aide, notamment une réduction, une

-

2

https://www.eba.europa.eu/sites/default/documents/files/document_library/About%20Us/Missions%20and%20tasks/Call%20for%20Advice/2022/CfA%20DORA%20and%20MiCA/1050409/ESAs%20technical%20advice%20-%20DORA.pdf

substitution, une exonération, une remise ou un report de ces frais, et envisager, s'il y a lieu, de prolonger les délais.

La Commission a tenu pleinement compte de tous les retours d'information qu'elle a reçus, et notamment de l'avis technique émis par l'ABE, du feedback reçu de l'EGBPI et d'autres contributions de parties prenantes. Sur cette base, la Commission adopte, au titre de l'article 137 du règlement MiCA, le présent acte délégué précisant les frais à payer par les émetteurs d'ART et d'EMT d'importance significative.

3. ÉLÉMENTS JURIDIQUES DE L'ACTE DÉLÉGUÉ

L'article 1^{er} précise que les coûts de surveillance supportés par l'ABE seront recouvrés.

L'article 2 précise comment les frais de surveillance annuels seront fixés pour les émetteurs d'ART et d'EMT d'importance significative.

L'article 3 précise les modalités d'ajustement des frais en cas d'excédent ou de déficit.

L'article 4 prévoit les modalités générales de paiement des frais à l'ABE.

L'article 5 prévoit le remboursement des autorités compétentes si celles-ci exécutent des tâches de surveillance qui leur sont confiées par l'ABE.

L'article 6 fixe la date d'entrée en vigueur de l'acte délégué.

RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 22.2.2024

complétant le règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil par des précisions concernant les frais facturés par l'Autorité bancaire européenne aux émetteurs de jetons se référant à un ou des actifs d'importance significative et aux émetteurs de jetons de monnaie électronique d'importance significative

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les marchés de crypto-actifs, et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 1095/2010 et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/1937³, et notamment son article 137, paragraphe 3,

considérant ce qui suit:

- (1) Des frais de surveillance annuels devraient être établis pour couvrir les coûts réels et les coûts estimés supportés par l'Autorité bancaire européenne (ABE) lors de l'exécution de tâches de surveillance au titre du règlement (UE) 2023/1114, y compris ses frais généraux. Les frais de surveillance annuels devraient également couvrir les coûts supportés par les autorités compétentes auxquelles l'ABE a délégué des tâches.
- (2) Le marché des crypto-actifs étant dynamique et évoluant souvent rapidement, l'estimation du nombre d'émetteurs susceptibles de relever de la surveillance de l'ABE est fondamentalement incertaine. En outre, les priorités en matière de surveillance peuvent évoluer d'un moment à l'autre en fonction des événements. Dans ce contexte, il est de la plus haute importance que l'ABE et les autorités compétentes auxquelles elle est susceptible de déléguer des tâches disposent de la souplesse nécessaire pour estimer leurs dépenses probables d'année en année, et notamment de la possibilité de réévaluer d'une année sur l'autre les frais à percevoir en rapport avec les tâches de surveillance de l'ABE.
- (3) Les frais facturés pour les activités de l'ABE relatives aux émetteurs de jetons se référant à un ou des actifs (ci-après «ART» pour «*asset-referenced tokens*») d'importance significative et aux émetteurs de jetons de monnaie électronique (ci-après «EMT» pour «*e-money tokens*») d'importance significative devraient être fixés à un niveau qui permette d'éviter un déficit ou une accumulation significative d'excédents. Si le budget présente, de manière récurrente, un solde positif ou négatif important, ce niveau devrait être revu.
- (4) Le nombre d'ART d'importance significative et d'EMT d'importance significative relevant de la surveillance de l'ABE ne sera connu qu'après l'entrée en application des

-

³ JO L 150 du 9.6.2023, p. 40, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2023/1114/oj>.

titres III et IV du règlement (UE) 2023/1114. Il n'est donc pas possible de déterminer dès à présent des frais de surveillance annuels fixes, puisque ni le montant exact des dépenses liées aux tâches de surveillance, ni le nombre exact d'ART d'importance significative et d'EMT d'importance significative ne seront connus avant la mise en place complète du cadre. En outre, le nombre d'émetteurs de jetons d'importance significative est susceptible de changer d'un moment à l'autre et le montant exact des frais ne peut donc pas être déterminé à l'avance dans le présent acte délégué.

- (5) Conformément au principe d'annualité et au principe du recouvrement intégral des coûts, les frais de surveillance annuels devraient être calculés sur la base de l'estimation des coûts directs et indirects que supportera l'ABE dans le cadre de l'exécution de ses tâches de surveillance. Les frais de surveillance annuels devraient être ajustés chaque année pour correspondre aux coûts estimés. Au niveau des entités, les frais de surveillance annuels devraient être calculés selon une approche pleinement proportionnée.
- (6) Étant donné que le coût des tâches de surveillance dépend de l'intensité de la surveillance, on ne peut s'attendre à une parfaite linéarité des frais entre les émetteurs d'ART d'importance significative et les émetteurs d'EMT d'importance significative. Par conséquent, conformément au principe de proportionnalité, il convient d'établir un système d'estimation et de suivi fondé sur les activités qui permette que les coûts estimés soient attribués, respectivement, aux émetteurs d'ART d'importance significative et aux émetteurs d'EMT d'importance significative,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Estimation des dépenses supportées par l'ABE dans le cadre de ses missions de surveillance

1. Chaque année, l'Autorité bancaire européenne (ABE) estime les coûts annuels globaux qu'il est prévu qu'elle supporte dans le cadre de ses missions de surveillance. Le montant des coûts annuels globaux estimés sert de base pour déterminer le montant global des frais de surveillance facturés.
2. Les frais facturés aux émetteurs de jetons se référant à un ou des actifs (ci-après «ART») d'importance significative et aux émetteurs de jetons de monnaie électronique (ci-après «EMT») d'importance significative sont établis conformément au principe du recouvrement intégral des coûts et selon un modèle de gestion par activité élaboré par l'ABE.
3. Pour estimer les coûts annuels globaux, l'ABE tient compte des coûts directs et indirects suivants:
 - (a) toutes les dépenses directes et indirectes, estimées annuellement, qui sont nécessaires aux tâches de surveillance des émetteurs d'ART d'importance significative et des émetteurs d'EMT d'importance significative effectuées par l'ABE, y compris les ressources en personnel participant directement auxdites tâches et les coûts des services horizontaux, tels que le soutien opérationnel et administratif fourni à ce personnel;
 - (b) les dépenses, estimées annuellement, qui sont nécessaires au remboursement des coûts directs et indirects supportés par les autorités compétentes auxquelles l'ABE a délégué, en vertu de l'article 138, paragraphe 1, du règlement (UE) 2023/1114, des tâches de surveillance d'émetteurs d'ART d'importance significative et d'émetteurs d'EMT d'importance significative, y compris les

ressources en personnel des autorités compétentes participant directement aux tâches de surveillance déléguées et les coûts des services horizontaux, tels que le soutien opérationnel et administratif fourni à ce personnel.

4. Les frais facturés aux émetteurs d'ART d'importance significative et aux émetteurs d'EMT d'importance significative couvrent les dépenses suivantes de personnel, d'infrastructure et de fonctionnement:
 - (a) les dépenses supportées par l'ABE dans le cadre de l'exécution de ses tâches de surveillance des émetteurs d'ART d'importance significative et des émetteurs d'EMT d'importance significative conformément au règlement (UE) 2023/1114, telles que:
 - la désignation des ART et des EMT comme étant d'importance significative au sens des articles 43 et 56 du règlement (UE) 2023/1114, y compris les coûts liés à la collecte et à l'analyse des données, et au dialogue avec l'émetteur, les autorités compétentes, les banques centrales et les autres autorités concernées;
 - le classement sur une base volontaire des ART et des EMT comme étant d'importance significative, conformément aux articles 44 et 57 du règlement (UE) 2023/1114, y compris tous les coûts appartenant à un type de coûts visé dans le processus de classement;
 - la surveillance prévue à l'article 117 du règlement (UE) 2023/1114, y compris la création et le fonctionnement du comité des crypto-actifs de l'ABE prévu à l'article 118 du règlement (UE) 2023/1114, et l'exercice de tous les pouvoirs et compétences prévus au titre VII, chapitre 5, du règlement (UE) 2023/1114;
 - l'établissement et le fonctionnement des collèges d'autorités de surveillance prévus à l'article 119 du règlement (UE) 2023/1114, y compris pour les EMT d'importance significative émis par des établissements de crédit;
 - (b) le remboursement des autorités compétentes qui ont effectué des travaux en vertu du règlement (UE) 2023/1114 à la suite d'une délégation de tâches en vertu de l'article 138 du règlement (UE) 2023/1114.

Article 2

Méthode de calcul des frais de surveillance annuels

1. Les frais de surveillance annuels pour un émetteur donné d'ART d'importance significative sont calculés comme suit:
 - (a) les dépenses liées à la surveillance des émetteurs d'ART et d'EMT d'importance significative au titre du règlement (UE) 2023/1114, telles qu'elles figurent dans le budget de l'ABE pour l'année en question;
 - (b) les coûts visés au point a) imputés aux émetteurs d'ART d'importance significative sont répartis entre tous les émetteurs d'ART d'importance significative de la manière suivante:

$$\begin{aligned} & \% \text{ des coûts liés à la surveillance des ART d'importance significative payé par l'émetteur} \\ & \quad \text{Réserves de l'ART d'importance significative} \\ & = \frac{\text{Réserves de l'ART d'importance significative}}{\text{Réserves de l'ensemble des ART d'importance significative}} \end{aligned}$$

- (c) le cas échéant, les dépenses directement imputables à des émetteurs individuels d'ART d'importance significative seront ajoutées aux frais de surveillance annuels de ces émetteurs d'ART d'importance significative.
2. Les frais de surveillance annuels pour un émetteur donné d'EMT d'importance significative sont calculés comme suit:
- (a) les dépenses liées au personnel et les dépenses administratives, les coûts liés aux tâches de surveillance effectuées par les autorités compétentes en vertu de l'article 138 du règlement (UE) 2023/1114, ainsi que les coûts liés au développement et à la maintenance informatiques pour la surveillance par l'ABE imputés, respectivement, aux émetteurs d'ART d'importance significative et aux émetteurs d'EMT d'importance significative;
- (b) les coûts visés au point a) affectés aux émetteurs d'EMT d'importance significative sont ensuite répartis entre tous les émetteurs d'EMT d'importance significative de la manière suivante:
- $$\% \text{ des coûts liés à la surveillance des EMT d'importance significative payé par l'émetteur} = \frac{\text{Volume d'émission de l'EMT d'importance significative}}{\text{Volume d'émission de l'ensemble des EMT d'importance significative}}$$
- (c) le cas échéant, les dépenses directement imputables à des émetteurs individuels d'EMT d'importance significative seront ajoutées aux frais de surveillance annuels de ces émetteurs d'EMT d'importance significative.
3. Pour le calcul de la taille de la réserve d'actifs des émetteurs d'ART d'importance significative, l'ABE utilise les données du dernier audit indépendant disponible de la réserve d'actifs, tel que prévu à l'article 36, paragraphe 9, du règlement (UE) 2023/1114.
4. Pour le calcul du volume d'émission des émetteurs d'EMT d'importance significative, l'ABE utilise les données du dernier audit indépendant disponible, tel que prévu à l'article 58, du règlement (UE) 2023/1114.
5. Si la réserve d'actifs déclarée pour des ART d'importance significative ou le volume d'émission d'EMT d'importance significative sont libellés dans une monnaie autre que l'euro, l'ABE les convertit en un montant en euros en utilisant le taux de change de référence moyen de l'euro applicable à la période au cours de laquelle ces valeurs ont été enregistrées. À cette fin, le taux de change de référence de l'euro utilisé est celui publié par la Banque centrale européenne.
6. Par dérogation aux paragraphes 1, 2 et 3, les frais de la première année sont calculés selon la formule suivante en réduisant les frais de surveillance prévus aux paragraphes 1 et 2 au moyen d'un facteur égal au nombre de jours compris entre la date de prise d'effet du transfert de la surveillance et la fin de l'année, divisé par le nombre total de jours de l'année en question:

$$\text{Coefficient} = \frac{\text{Nombre de jours civils entre la date de transfert de la surveillance et le 31 décembre}}{\text{Nombre de jours civils de l'année (n)}}$$

Les frais de surveillance de la première année sont à payer par un émetteur d'ART d'importance significative ou un émetteur d'EMT d'importance significative après que l'ART ou l'EMT a été classé par l'ABE comme étant d'importance significative conformément à l'article 43, 44, 56 ou 57 du règlement (UE) 2023/1114, et dans un délai de 30 jours à compter de la date d'émission de la facture correspondante par l'ABE.

Par dérogation au premier alinéa, lorsqu'un ART ou un EMT est classé comme étant d'importance significative conformément à l'article 43, 44, 56 ou 57 du règlement (UE) 2023/1114 au cours du mois de décembre, l'émetteur ne paie pas de frais de surveillance pour l'année civile en question.

Article 3 *Ajustement des frais*

Les frais de surveillance annuels facturés aux émetteurs d'ART d'importance significative et aux émetteurs d'EMT d'importance significative sont fixés à un niveau permettant de couvrir l'intégralité du coût de la fourniture des services et d'éviter un déficit ou une accumulation significative d'excédents.

Article 4 *Paiement des frais de surveillance annuels*

1. Les frais de surveillance annuels sont intégralement payés à l'ABE au plus tard le 31 mars de l'année civile pour laquelle ils sont dus.
2. L'ABE envoie les factures aux émetteurs d'ART d'importance significative et aux émetteurs d'EMT d'importance significative au moins 30 jours avant l'échéance du paiement. Les frais de surveillance annuels sont payables en euros.
3. Tout retard de paiement entraîne l'application d'intérêts de retard conformément à l'article 99 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil⁴.
4. Les communications entre l'ABE et les émetteurs d'ART d'importance significative ou les émetteurs d'EMT d'importance significative s'effectuent par voie électronique.

Article 5 *Remboursement des autorités compétentes*

1. En cas de délégation de tâches par l'ABE à des autorités compétentes conformément à l'article 138 du règlement (UE) 2023/1114, seule l'ABE facture des frais aux émetteurs d'ART d'importance significative et aux émetteurs d'EMT d'importance significative pour les coûts supportés dans le cadre de l'exécution de ces tâches.
2. L'ABE rembourse aux autorités compétentes, pour les coûts estimés que ces dernières ont supportés par suite de l'exécution de tâches en vertu du règlement (UE) 2023/1114, un montant remplissant les conditions suivantes:
 - (a) l'ABE et l'autorité compétente concernée ont convenu de ce montant avant la délégation des tâches;

-

⁴ Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 (JO L 193 du 30.7.2018, p. 1), ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2018/1046/2022-12-14>.

- (b) ce montant est inférieur ou égal au montant total des frais de surveillance annuels payés à l'ABE par les émetteurs concernés d'ART d'importance significative ou d'EMT d'importance significative.

Article 6
Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 22.2.2024

Par la Commission
La présidente
Ursula VON DER LEYEN